La Roche-sur-Yon, le 29 avril 2025

Monsieur le Président du CDAS

Notre premier CDAS se tient dans un contexte budgétaire alarmant pour l'Action sociale. Au niveau interministériel, le budget a été réduit de 30 millions d'euros pour 2025. Les agentes et les agents de la Fonction publique d'État en sont donc les premières victimes.

L'une des conséquences directes de cette baisse se traduit dans la déclinaison des Crédits d'Actions Locales (CAL). Tous sont diminués et le montant plancher a été abaissé, de 18 000 à 16 500 euros. Notre département n'y échappe pas.

C'est un bien maigre budget dans un contexte d'inflation qui voient les tarifs des prestations augmentées.

En pleine préparation du budget 2026, toutes les inquiétudes sont permises.

Et la revue des missions qu'engage le ministère ne fait qu'accroître ces inquiétudes : les prestations d'action sociale que nous connaissons aujourd'hui seront-elles maintenues ?

Enfin, nous ne pouvons que réitérer notre insatisfaction au regard du fonctionnement de l'ASF Vacances. Les inscriptions pour les colos sont le dernier exemple des dysfonctionnements répétés. Cette situation est injuste et préjudiciable pour les usagères et usagers mais aussi pour les personnels du siège de l'ASF Vacances qui subissent les conséquences d'une gestion externalisée inopérante et d'un système d'inscription « 1er arrivé, 1er servi ». Solidaires Finances a alerté le Secrétariat général sur les conditions de travail des personnels de l'ASF Vacances, au siège et dans les résidences.

Solidaires Finances continuera à défendre une Action sociale ministérielle de qualité, équitable, au plus proche des personnels actifs et pensionnés. L'Action sociale ministérielle est l'un des derniers bastions de solidarité et de lien entre les personnels des ministères économiques et financiers.

Solidaires Finances n'accepte et n'acceptera aucune régression dans le domaine de l'Action sociale ministérielle.